**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
D'UN LOCAL D'HEBERGEMENT TRES HAUT DEBIT
DANS LA Z.A.C du Centre Ville à Mérignac**

ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur Thierry Saint Mézard, Directeur Agence Aquitaine, domicilié en cette qualité Quai Armand Lalande – Hangar G2, 33000 Bordeaux,

Agissant au nom et pour le compte de :

La Société Bouygues Immobilier, Société Anonyme au capital de 68 580 000 Euros, dont le siège est à Boulogne-Billancourt (92100), 150 route de la Reine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 562 091 546.

D'une part,

Et :

La Communauté Urbaine de Bordeaux, représentée par son Président en exercice, Monsieur Vincent FELTESSE, agissant en exécution d'une délibération du Conseil de la Communauté 2011/... du

Ci-après dénommée la «**Communauté**».

D'autre part.

En présence de :

La société INOLIA, Délégué de la Communauté Urbaine de Bordeaux en charge du réseau public de télécommunications très haut débit, domicilié au 40-42 quai du point du jour - 92100 Boulogne-Billancourt, représentée par son Directeur Général, Monsieur Arnaud Fouchet .

Ci-après dénommé le «**Délégué**».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La Société Bouygues Immobilier, envisage de réaliser le programme immobilier suivant :

.../...

- 22 logements locatifs conventionnés PLUS,
 - 46 logements en accession libre,
 - 1 995 m² SHON de commerces,
 - 764 m² SHON de bureaux,
- Soit au total, 8 258 m² SHON.

C'est un ensemble immobilier complexe qui comportera X volumes. Les équipements collectifs seront dévolus à une ASL ou AFUL qui en sera propriétaire.

« **Bouygues Immobilier** » mettra à disposition du « **Délégataire** » à compter du 30 juin 2011, un local technique brut pour permettre la pose d'équipements passifs, en vue d'apporter des services très haut débit sur la Z.A.C du Centre Ville – Ilôt 1 à Mérignac.

Les infrastructures, objet de la présente convention à compter de la mise à disposition par Bouygues Immobilier, seront exploitées en vue d'y déployer des installations permettant aux opérateurs de télécommunications d'apporter des services de télécommunication très haut débit dans chaque habitation et de téléphonie.

Le « **Délégataire** » veillera à ce que l'accès à ces infrastructures se fasse de manière équitable et non discriminatoire, dans les limites des disponibilités.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er – Objet de la convention :

Il est convenu que « **Bouygues Immobilier** » ses ayants droits ou ayants causes (ASL ou AFUL) mette à disposition du « **Délégataire** » à titre gratuit, un local de 13 m² environ, ci-désigné local haut débit ainsi qu'un chemin de câble référencé en annexe. Cette installation, propriété de « **Bouygues Immobilier** », ses ayants droits ou ayants causes (ASL ou AFUL), est située sur la Commune de Mérignac, Z.A.C du Centre Ville – Ilôt 1, en façade de l'Avenue du Maréchal Leclerc.

Ce local, qui hébergera des équipements passifs, est destiné à l'installation d'une salle technique permettant de desservir l'ensemble des bâtiments de la Z.A.C de Mérignac au réseau très haut débit de télécommunications INOLIA.

Les chemins de câble sont destinés à recevoir les réseaux publics de télécommunications haut débit ainsi que ceux des opérateurs de télécommunications.

Article 2 - Droits liés aux infrastructures mises à disposition :

L'ensemble des droits nécessaires à l'équipement et à l'exploitation de ce local d'hébergement est attribué au « **Délégataire** ».

.../...

Il sera autorisé, en vertu de la présente convention, à accomplir toutes les opérations nécessaires à l'exploitation des infrastructures mises à disposition et en particulier pour l'établissement des installations et leur entretien sous réserve d'en avoir informé au préalable Bouygues Immobilier, ses ayants droits ou ayants causes (ASL ou AFUL) et ce, huit jours avant l'intervention.

Ainsi, les accès aux infrastructures mises à disposition dans le cadre de la présente convention seront dégagés pour permettre le passage du matériel.

Article 3 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prendra effet à compter de la date de sa transmission aux services du contrôle de légalité. Sachant que le Conseil de Communauté sera amené à statuer sur celle-ci le 8 juillet 2011. Elle sera conclue pour une durée initiale de 20 ans et pourra être renouvelée, par tacite reconduction, pour une durée équivalente. Si l'une ou l'autre des parties, « **le Déléataire, la Communauté** » et « **Bouygues Immobilier** », ses ayants droits ou ayants causes (ASL ou AFUL) entendent mettre un terme à cette convention, elle devra en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception dans les six mois qui précèdent la date d'expiration de la présente convention.

Article 4 - Responsabilité – Assurances :

Le « **Déléataire** », bénéficiaire de la présente convention devra être assuré en vue d'assumer la responsabilité des dommages matériels directs, à l'exclusion de tout dommage indirect et/ou immatériel résultant de ses interventions sur le réseau. Et devra en justifier auprès de « **Bouygues Immobilier** », ses ayants droits ou ayants causes (ASL ou AFUL).

« **Bouygues Immobilier** », ses ayants droits ou ayants causes (ASL ou AFUL), s'engagent par la présente convention s'informer immédiatement de tout sinistre ou dégradation dont ils auraient connaissance et susceptible d'affecter les installations et/ou les infrastructures, et à procéder à toute déclaration auprès des assureurs en temps utile.

Le « **Déléataire** », gestionnaire de ces infrastructures, s'engage à souscrire, à compter de la date de mise à disposition du local, auprès d'une ou plusieurs sociétés d'assurance notoirement solvables, une ou plusieurs polices d'assurance garantissant pour des montants suffisants :

- les dommages aux biens,
- l'ensemble de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'engager et couvrant notamment :
 - la réalisation des travaux,

.../...

- sa responsabilité civile locative, notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, dégâts des eaux, ainsi que les recours des voisins et des tiers,
- tous risques spéciaux liés à son activité.

Le «**Délégataire**» justifiera de la souscription et du maintien des garanties visées au présent article en produisant, à la première demande de l'autre partie et à tout moment, les attestations d'assurance correspondantes.

Article 5 – Gêne causée à l'ensemble du programme immobilier :

Le «**Délégataire**» prendra toutes dispositions pour que les installations déployées dans les infrastructures mises à disposition par «**Bouygues Immobilier**», ses ayants droits ou ayants causes (ASL ou AFUL) dans le cadre de la présente convention, ne soient pas à l'origine d'une gêne pour la copropriété, l'opérateur social, les bureaux, les commerces ainsi que les autres équipements collectifs.

Cette disposition concerne en particulier le bruit ambiant pouvant être généré par le matériel installé dans le local technique et le rayonnement électromagnétique qui devra être conforme aux valeurs limites définies par la réglementation en vigueur pendant toute la durée de la convention.

Article 6 - Cession - Changement de contrôle - Fusion :

Les droits et obligations résultant de la présente convention, pourront être cédés par le «**Délégataire**» pour tout ou partie des droits, titres ou intérêts, en vertu des présentes à :

- une société affiliée,
 - ou à sa société mère,
- à condition d'en informer préalablement «**Bouygues Immobilier**», ses ayants droits ou ayants causes (ASL ou AFUL) et la «**Communauté**», par lettre recommandée avec accusé de réception dans les trois mois qui précéderont son projet de cession.

Dans l'hypothèse où un tiers prendrait directement ou indirectement le contrôle de la société «**Délégataire**» au sens de l'article 233-3 du Code de Commerce, celui-ci resterait tenu de respecter l'ensemble des droits et des obligations lui incombant au titre de la présente convention.

Dans cette dernière hypothèse, le «**Délégataire**» informera la «**Communauté**», «**Bouygues Immobilier**», ses ayants droits ou ayants causes (ASL ou AFUL) de la prise de contrôle de sa société par lettre recommandée avec accusé de réception dans les trois mois qui précéderont sa prise de contrôle.

.../...

Dans le cas où la «**Communauté**» serait amenée à changer de Délégué en charge du réseau métropolitain de télécommunications très haut débit, elle devra en aviser «**Bouygues Immobilier** », ses ayants droits ou ayants causes (ASL ou AFUL) trois mois auparavant, et ce par lettre recommandée avec accusé de réception. La «**Communauté**» engagera le nouveau Délégué à respecter les termes de la présente convention. Un avenant sera établi à cet effet.

Article 7 : Règlement des litiges – Juridiction compétente

En cas de litige, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, chacune des parties désignera, son représentant dans un délai d'un mois à compter de la révélation du litige qui lui en aura été faite par lettre recommandée avec accusé de réception. La désignation de ces représentants aura pour effet de constituer une commission de conciliation ayant pour mission de rechercher une solution amiable dans un délai de deux mois à compter de la nomination du dernier représentant.

A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Article 8 : Loi applicable

La présente convention est régie par le droit français.

Article 9 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, il est élu domicile :

- pour Bouygues Immobilier : Bassin à Flot n° 1 – Hangar G2 – Quai Armand Lalande – 33000 Bordeaux,
- pour la Communauté : Communauté Urbaine de Bordeaux - Esplanade Charles de Gaulle - 33076 Bordeaux Cedex,
- pour le Délégué : la Société INOLIA : 3 rue Gabriel Péri – 33300 Bordeaux.

Article 10 : Notification

Chaque notification, demande, certification ou communication signifiée ou faite au titre du présent contrat, se fera :

- par écrit en LR/AR à l'adresse de la partie concernée indiquée ci-après :
«**Bouygues Immobilier** »

- **INOLIA**
A l'attention du Directeur Général de la société INOLIA
3 rue Fragonard – 33140 Villenave d'Ornon
Numéro de fax: 05 40 08 85 82.../...

➤ **Communauté Urbaine de Bordeaux**

A l'attention de la Direction Aménagement Numérique
Esplanade Charles de Gaulle - 33076 Bordeaux Cedex
Numéro de fax : 05.56.99.87.71

Toute modification du nom, de l'adresse et des numéros de télécopie pourra être effectuée à tout moment avec un préavis de quinze jours (15 jours), conformément aux dispositions stipulées dans cette section.

Article 10 : Annexe

Sont annexés à la présente convention les documents suivants ayant valeur contractuelle:

- Annexe 1 : Plan du local technique,
- Annexe 2 : Le délégataire fournira les plans de chemin de câbles.

Fait en six exemplaires,

A Bordeaux, le

P/La société INOLIA

P/La Société.....

P/La Communauté Urbaine de Bordeaux